

d'examiner la question à l'étude. Je m'oppose aussi à la manière dont nous sacrifions les ressources naturelles du pays.

Le bill fourmille de lacunes. Mes deux collègues de Calgary ont traité la question l'autre jour. Ils ont parlé de la mise en œuvre de ce projet auquel ils se sont opposés. J'ai parlé de nos intérêts forestiers et autres et j'ai démontré l'importance de ce projet à l'égard de notre commerce. J'ai dit que nous exportons des millions de kilowatt-heures aux États-Unis, afin d'aider les industries dans ce pays. Je ne m'y oppose pas. Nous nous faisons concurrence dans la sphère commerciale. On a sans doute conclu des ententes à ce sujet. Je m'y oppose, cependant, quand l'industrie et le commerce canadien s'en ressentent. L'énergie ainsi exportée pourrait fournir du travail aux Canadiens. Dans quelques années nous serons peut-être aux prises avec une crise. Il serait alors avantageux d'exploiter des entreprises de ce genre. Aujourd'hui nous exportons des millions de kilowatt-heures d'énergie électrique. Tous les pays de l'Amérique se font concurrence dans le domaine commercial, il n'y a pas à en douter. Je préconise donc un programme qui favoriserait les Canadiens. Nous devons chercher à étendre notre commerce et à mettre nos ressources en valeur, surtout si nous voulons concurrencer les autres pays dans le domaine commercial. Nous dépendons du commerce d'exportation. C'est notre gagne-pain. Des navires sont immobilisés parce qu'ils manquent de cargaisons. Cela me rappelle la fin de la première Grande Guerre. En Angleterre, les impôts étaient tellement élevés qu'on pouvait acheter un vaisseau de guerre. J'ai montré à la Chambre quelques pages de l'ancien *Post* de Londres; on y voyait une carte. Lorsque j'occupais le siège de mon collègue de Calgary, j'ai montré à la Chambre des illustrations de navires vendus pour les impôts. Nos vaisseaux sont immobilisés. Comment notre commerce et nos ressources naturelles prendront-ils de l'expansion si nous n'avons pas de vaisseaux? Dans le Pacifique, également, les navires sont immobilisés parce qu'ils manquent de cargaisons.

Il en va de même dans le domaine de l'exportation de l'énergie. Je ne m'y oppose pas si on l'exporte aux termes d'un contrat ou d'une entente. Au contraire. Cependant, nous cédon en pur don des centaines de millions de kilowatt-heures qui favorisent nos concurrents d'outre-frontière. Je m'oppose à cela. Je réclame un programme qui soit, avant et par-dessus tout, à l'intention des Canadiens; qu'on l'adopte de préférence à celui qui est proposé à la Chambre depuis

plusieurs années. Le Parlement avait coutume de s'occuper des questions publiques; il avait coutume de s'occuper des bills d'intérêt privé. J'affirme qu'on porte atteinte aux droits des simples députés, puisque l'on devrait renvoyer ces bills au comité des bills d'intérêt privé. Le bill à l'étude ne devrait pas être déferé au comité de la banque et du commerce.

Nous avons autrefois un comité des relations industrielles. J'ai fait partie de ce comité, il y a plusieurs années, lorsque l'ancien représentant de Winnipeg-Nord-Centre, M. Woodsworth, siégeait parmi nous. Je suis entré à la Chambre le même jour que lui et, soit dit en passant, c'était un monsieur fort distingué. Je crois que son épouse habite actuellement ma circonscription. C'était une belle famille, du premier au dernier de ses membres. J'ai bien connu M. Woodsworth. J'ai fréquenté le Parkdale Collegiate; lui aussi, je crois. Sa famille habitait Dixie (Ontario), village natal de Tommy Kennedy, c'est-à-dire l'honorable Thomas Kennedy, ancien premier ministre d'Ontario. Lui aussi a fréquenté l'école secondaire de Parkdale. C'était un collègue de mon honorable ami, le chef actuel de l'opposition officielle (M. Drew).

Je crois à l'exploitation de nos propres industries par les Canadiens, pour les Canadiens. Il ne faudrait pas nous écarter de cette ligne de conduite, ni céder nos industries à nos concurrents, de la manière indiquée ici.

A mon avis il aurait fallu que le présent bill fût étudié par le comité des bills privés; c'est même une des principales raisons pour lesquelles je m'y oppose. Voici que nous arrivons aux derniers jours de la session. Je m'oppose à tout préjudice qui porte aux droits, fonctions et privilèges dont, en tant que simples députés, nous jouissions autrefois, lorsque nous avons commencé à siéger ici.

N'oublions pas que le simple député est le seul lien qui subsiste entre le Gouvernement et les électeurs. S'il ne joue plus son rôle, la raison d'être du régime parlementaire disparaît. Voilà ce qui se passe... c'est la fin. En nous demandant de céder ainsi nos ressources, on nous demande de consacrer l'impuissance du Parlement.

J'ai rencontré l'autre jour le représentant de Fort-William (M. McIvor) dans un des ascenseurs de cet immeuble. Je l'ai félicité de s'être opposé à celui qui prétendait qu'il n'était qu'un tampon. Il avait montré là, lui ai-je dit, une énergie qui l'aurait bien servi dans un combat de boxe. J'ai désigné le sportman bien connu qu'est le député de Calgary-Ouest (M. Smith) pour servir d'ar-